



Numéro 161- Nov. 2012



## L'austérité n'a pas de couleur ! Les fonctionnaires encore sacrifiés...

Le Premier ministre vient d'annoncer 10 milliards d'euros d'économies supplémentaires pour 2014 et 2015 à faire sur le dos du service public.

Une nouvelle réduction des déficits publics est donc programmée.

Le changement n'est pas pour maintenant : la troïka\* impose son diktat quelle que soit la force politique au pouvoir dans les pays européens.

Avec un projet de loi de finances catastrophique pour la Fonction publique pour 2013 : gel maintenu de la valeur du point d'indice, diminution de 50 % des mesures catégorielles, diminution des crédits de fonctionnement (7 %) et des effectifs sur les missions de l'Etat considérées comme non prioritaires, un avenir extrêmement sombre se précise pour 2014 et 2015.

Une fois de plus, malgré de grandes promesses électorales, le pouvoir en place se range aux injonctions des marchés financiers. Les services publics et les fonctionnaires servent à nouveau de variables d'ajustement.

Avec de telles perspectives de réduction, quel avenir pour le service public, pour les fonctionnaires et leur pouvoir d'achat ?

Comment relancer la consommation en gelant le salaire de 5,2 millions de fonctionnaires et même en le diminuant avec la nouvelle augmentation de leurs cotisations retraites ?

Comment relancer la consommation en relevant la TVA ?

Comment assurer la cohésion sociale encore plus nécessaire en période de crise avec moins de services publics ?



Après l'espoir suscité par un changement tant annoncé, la chute ne sera que plus rude. Pour les fonctionnaires, la confiance est dorénavant rompue.

**Seule la mobilisation permettra  
de changer le cours des choses.**

FO prendra toute sa part dans les combats à venir car, une fois de plus, les salariés tant du secteur public que du secteur privé ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour faire évoluer leur situation !

Pour FO, l'austérité de droite comme de gauche doit être combattue !

**EN  
GREVE**

**LE 27 NOVEMBRE 2012**

\* Troïka : FMI, BCE, UE

## **1er novembre 2012 : baisse du salaire des fonctionnaires ! Le changement ce n'est pas pour maintenant...**

Dès le 1er novembre 2012, le traitement brut des fonctionnaires baissera de 0,11%, en raison d'une hausse des cotisations « retraite ».

Ce n'est qu'une première baisse qui affectera, une fois de plus, notre pouvoir d'achat.

Au 1er janvier 2013, une nouvelle hausse des cotisations accentuera cette dégradation du pouvoir d'achat en faisant au total baisser le traitement brut de 0,41% entre le 1er janvier 2012 et le 1er janvier 2013.

Après plus de 12 % de perte du pouvoir d'achat par rapport à l'inflation sur les 10 dernières années, avec un gel du point d'indice depuis juillet 2010, et des perspectives du projet de Loi de finances peu encourageantes pour 2013, la rémunération des fonctionnaires va donc clairement continuer de baisser.

A ces augmentations de cotisations, viendra s'ajouter en 2013 la diminution de 50 % des mesures catégorielles pour la Fonction Publique de l'Etat (blocage des avancements, promotions, etc.).

Pour la Fonction Publique Territoriale, la baisse des dotations annoncées par l'Etat pousse d'ores et déjà certains exécutifs à prévoir l'ensemble des avancements d'échelon à la durée maximale et des réductions en matière de ratios d'avancement. Il en est de même à la Fonction publique Hospitalière avec les budgets insuffisants alloués aux établissements hospitaliers.

### **Pour FO, une 3ème année blanche consécutive n'est pas admissible !**

Le combat pour le pouvoir d'achat est le même pour le secteur public comme pour le secteur privé. Si, avec 5,2 millions de fonctionnaires et agents publics sur les 3 versants de la Fonction publique, (Etat, Territorial et Hospitalier), le gouvernement - premier employeur du pays - ne montre pas l'exemple, on ne voit pas ce qui inciterait ensuite les entreprises à discuter d'augmentations de salaires.

De plus, avec la perte considérable d'effectifs redéployés pour renforcer les missions de police, de gendarmerie, de justice et d'éducation nationale conjuguée à la baisse de 7 % des crédits de fonctionnement, l'UIAFP-FO affirme que le gouvernement continue de mettre ses ministères en grande difficulté pour exercer leurs missions, ce qui ne sera pas sans impacter les conditions de travail et de vie des agents.

### **Dans ce contexte, FO rappelle sa revendication d'une augmentation immédiate de 5 % de la valeur du point d'indice.**

Le gouvernement doit prendre la mesure des difficultés croissantes rencontrées par les fonctionnaires, difficultés liées à la baisse permanente de leur pouvoir d'achat.

Il ne doit pas oublier que la dernière revalorisation du SMIC (juillet 2012) a concerné plus de 1,1 million de fonctionnaires, preuve s'il en fallait une, de la paupérisation à l'oeuvre dans l'emploi public.

Le dialogue social permanent ou normal ne suffit plus !

### **Avec FO, les fonctionnaires veulent des actes !**

### **Une réponse rapide du gouvernement est impérative !**

☎ 02-40-20-76-56. - ✉ fo.drifip44@dgifp.finances.gouv.fr. - <http://www.fo-dgifp-sd.fr/044/>

#### **Permanences**

VERSAILLES : le lundi et jeudi matins – le mardi après-midi (02.40.20.76.56)

CAMBRONNE : le dernier vendredi de chaque mois (02.40.89.66.87)